



STATE OF NEW YORK | EXECUTIVE CHAMBER

ANDREW M. CUOMO | GOVERNOR

Pour publication immédiate : 3 décembre 2013

**L'ADMINISTRATION CUOMO ÉLARGIT L'ENQUÊTE SUR LES PRÊTS SUR SALAIRE EN LIGNE ILLÉGAUX ET LES ABUS EN LIEN SUBIS PAR LES CONSOMMATEURS**

***Des assignations sont envoyées à 16 entreprises suspectées de vendre les renseignements personnels sensibles des consommateurs à des prêteurs sur salaire illégaux en ligne, des arnaqueurs et autres***

***Les consommateurs de New York qui croient avoir été victimes de prêt sur salaire ou d'abus en lien doivent appeler le service d'écoute téléphonique du DFS au (800) 342-3736***

Le Gouverneur de l'État de New York M. Andrew M. Cuomo a annoncé aujourd'hui que son administration élargit ses efforts pour protéger les New-Yorkais contre le prêt sur salaire illégal en ligne et autres activités frauduleuses en lien nuisant aux consommateurs. Dans le cadre de cette enquête complète en cours, le Département des Services financiers (DFS) a envoyé 16 assignations en ligne à des sociétés de génération de leads suspectées de marketing trompeur en matière de prêts sur salaire illégaux en ligne à New York. Les suspects sont des sociétés qui exposent les consommateurs aux risques en recueillant et en vendant leurs renseignements personnels à des prêteurs sur salaire illégaux en ligne ou autres entreprises, dont des arnaqueurs, contrevenant à la loi de l'État de New York.

« Plus tôt cette année, mon administration a lancé une enquête sur les prêteurs sur salaire en ligne, et aujourd'hui, nous élargissons cette enquête pour protéger les New-Yorkais contre les arnaques similaires qui entraînent les familles dans des cycles d'endettement sans fin, a déclaré le Gouverneur Cuomo. Nous continuerons de suivre cette enquête peu importe où elle mène et nous utilisons tous les outils à notre disposition pour protéger les New-Yorkais contre ceux qui s'en prennent aux consommateurs vulnérables. »

Benjamin M. Lawskey, directeur des Services financiers, a déclaré : « Les prêts sur salaire sont illégaux dans l'État de New York, tout comme le marketing trompeur en matière de prêts illégaux auquel se livre les générateurs de leads. Pire encore, nous avons reçu des plaintes de New-Yorkais concernant des entreprises de génération de leads associées à des arnaques, à des appels de harcèlement, des publicités trompeuses et des violations de confidentialité. Les New-Yorkais peuvent être entraînés dans le trou noir d'apparence sans fil des abus au consommateur s'ils fournissent leurs renseignements personnels sensibles sur ce type de sites Web. »

French

Les sociétés de génération de leads ne font normalement pas directement de prêts sur salaire, mais mettent plutôt sur pied des sites Web pour procéder au marketing de ces prêts illégaux. En promettant un accès rapide à de l'argent liquide, ces entreprises de génération de leads convainquent les consommateurs de leur fournir des renseignements personnels sensibles - comme leur numéro de sécurité sociale ou de compte bancaire -, puis vendent ensuite ces renseignements à des prêteurs sur salaire ou autres entreprises opérant illégalement dans l'État de New York. Dans le cadre de cette enquête, le DFS a entendu des plaintes de consommateurs new-yorkais contre plusieurs sociétés de génération de leads concernant des publicités fausses ou trompeuses (comme l'appui de célébrités), des appels de harcèlement, des sollicitations suspectes, des violations de confidentialité et autres problèmes.

Certains consommateurs se sont également plaints au DFS en disant avoir reçu des appels d'arnaqueurs suspects après avoir fourni leurs renseignements personnels à des entreprises de génération de leads. Exemple de ces arnaques, on convainc les consommateurs de charger de l'argent sur une carte de débit prépayée et d'utiliser celle-ci pour payer d'importants frais préalables afin de recevoir un prêt sur salaire en ligne. Après le paiement de ces importants frais préalables, les consommateurs rapportent ne jamais avoir reçu le prêt promis. Les mesures d'aujourd'hui envoient un message clair aux générateurs de leads pour prêt sur salaire et à leur réseau de spécialiste du marketing affiliés : le marketing trompeur en matière de prêts sur salaire est inacceptable dans l'État de New York.

Les prêts sur salaire sont illégaux à New York selon les lois sur l'usure civiles et criminelles. Les prêteurs tentent de contourner l'interdiction sur les prêts sur salaire dans l'État de New York en offrant des prêts par Internet, espérant ainsi éviter les poursuites. Néanmoins, les prêts sur salaire sur Internet, ainsi que le marketing trompeur relatif à ces prêts offerts aux New-Yorkais, sont tout aussi illégaux que les prêts sur salaire faits en personne à New York.

En août 2013, le DFS a demandé à 35 entreprises de se désister et de cesser d'offrir des prêts sur salaire illégaux en ligne, ce qui constitue une infraction à la loi de New York. La plupart de ces entreprises (au moins 23) ont déjà cessé leurs affaires dans l'État de New York après avoir reçu les lettres du DFS. Le Gouverneur Cuomo a également annoncé en août que le directeur Lawski avait envoyé des lettres à 117 banques - ainsi qu'à la NACHA, qui réglemente l'utilisation du réseau Automated Clearing House (« ACH ») et dont le conseil inclut des représentants de nombreuses banques - leur demandant de collaborer avec le DFS afin de couper aux prêteurs sur salaire opérant illégalement l'accès aux comptes des clients. De plus, le directeur Lawsky a envoyé une lettre en août à toutes les entreprises de recouvrement opérant à New York, leur demandant spécifiquement de ne pas recouvrer de prêts sur salaire illégaux pour les entreprises que le DFS a identifiées jusqu'à maintenant, de tels prêts étant invalides.

Une liste de 16 entreprises de génération de leads ayant reçu une assignation du DFS est incluse ci-dessous. Le DFS exige un vaste éventail de documents dans le cadre de son enquête en cours, dont des documents de marketing, des contrats de vente de renseignements relatifs aux consommateurs et des politiques de confidentialité.

- Allied Cash Advance
- Bahamas Marketing Group, Inc.
- Blue Global, LLC d/b/a 100DayLoans, HighSpeedPayday
- DJR Group, LLC
- Fix Media Group, LLC d/b/a We Fix Money
- Hydra Fund II
- LightSword, LLC d/b/a Aero Advance
- Payday Loan Ranger
- Payday Mobility
- PayDayForest
- PayDayMall
- Personal Cash Advance
- Selling Source, LLC d/b/a MoneyMutual, LLC
- US Cash Loans
- ValleyTrust
- WebMarketerLive d/b/a JustClickHereLoans, CashMoneyNow

Les consommateurs qui croient avoir été victimes d'une entreprise de prêts sur salaire ou d'une société de génération de leads aux opérations illégales - ou si un agent de recouvrement cherche à recouvrer un prêt sur salaire illégal - peuvent déposer une plainte au Département des Services financiers au (800) 342-3736. Le DFS a placé sur son site Web des renseignements pour les consommateurs sur la façon de lutter contre les prêts sur salaire illégaux en ligne, le site étant disponible au lien suivant.

Les consommateurs peuvent éviter les cartes prépayées et autres arnaques associées aux sites Web de génération de leads pour prêts sur salaire en prenant ces simples précautions :

- Être avisé des risques élevés d'arnaque associés aux générateurs de leads pour prêts sur salaire. Les générateurs de leads s'identifieront habituellement en petits caractères au bas de leurs pages Web, où ils déclareront qu'ils ne sont pas les prêteurs, sans toutefois associer les consommateurs à un réseau de prêteurs.
- Ne pas fournir de renseignements personnels sensibles (comme le numéro de sécurité sociale ou le numéro de compte bancaire) lorsqu'on utilise les formulaires en ligne de prêteurs sur salaire ou de générateurs de leads pour prêts sur salaire.
- Ne jamais payer des frais préalables (comme des « frais bancaires ») à l'aide d'une carte prépayée dans le but de recevoir un prêt.
- Ne pas se laisser intimider par des appels de harcèlement, des menaces de poursuite en justice ou autres actions juridiques si vous ne payez pas les frais associés aux prêts sur salaire. Rapporter ces appels au DFS ainsi que le site Web ayant reçu vos renseignements personnels.
- Prendre des mesures pour se protéger contre le vol d'identité. Vérifier votre rapport de solvabilité régulièrement pour surveiller les activités suspectes (vous pouvez obtenir un rapport de solvabilité gratuit de chacune des trois grandes agences de solvabilité au

[www.annualcreditreport.com](http://www.annualcreditreport.com)). Songer à mettre un gel de sécurité ou une alerte de crédit sur votre rapport de solvabilité si vous êtes ou pensez être victime de vol d'identité.

- Si vous avez été victime d'un vol d'identité, communiquez immédiatement avec le service de police près de chez vous et conservez une copie du rapport de police. Pour plus de renseignements sur la façon de vous protéger contre le vol d'identité, visitez la page Web Éviter le vol d'identité du DFS.

###

Des informations supplémentaires sont disponibles sur [www.governor.ny.gov](http://www.governor.ny.gov)  
État de New York | Executive Chamber | [press.office@exec.ny.gov](mailto:press.office@exec.ny.gov) | 518.474.8418